



APPEL À CONTRIBUTIONS

VOLUME 29, NUMÉRO 1 (printemps 2017)

DOSSIER : PAUVRETÉ ET INTERVENTION SOCIALE EN MILIEU RURAL: PORTRAIT, BILAN ET PROSPECTIVE

DATE DE TOMBÉE DES RÉSUMÉS : 1^{er} octobre 2016
DATE DE TOMBÉE DES ARTICLES : 15 décembre 2016

RESPONSABLES

Desgagnés, Jean-Yves

Département de psychosociologie et travail social, UQAR

Gaudreau, Lorraine

Département de psychosociologie et travail social, UQAR

Gélineau, Lucie

Département de psychosociologie et travail social, UQAR

Pagès, Alexandre

Département Carrières Sociales, Université de Franche-Comté (France)

PRÉSENTATION DU DOSSIER

« La pauvreté et les problèmes sociaux ne sont pas une question urbaine logée au pied des blocs de béton » (Pagès, Alexandre, 2004 : 10). Elles sont aussi une question rurale logée au cœur des rangs, hameaux et villages. Or, les particularités rurales de la pauvreté et des problématiques sociales associées demeurent peu explorées dans l'univers francophone (Gaudreau *et al.*, 2015; Pagès, Alexandre, 2011). Et cette ignorance soulève des questions sur le plan de la justice sociale et de l'égalité (Roy, 2013).

La pauvreté est un concept complexe (Desgagnés, déposé; Plazy, 1996) qu'on ne peut réduire à une simple mesure de faible revenu. Elle est cumul de précarités, de privation de droits, de raréfaction des réseaux de solidarité, de difficultés à prendre la parole et à être pris en compte, de montées de sentiments d'impuissance et de dévalorisation, de négation d'une capacité à détenir des savoirs et de penser, d'exposition de sa vie privée, de luttes quotidiennes et de capacité de résistance. Elle résulte de différentes oppressions sociales dont celles de classe, de genre, de

nation, de « race » et du handicap. Si nous la définissons dans cet appel à contributions comme « la condition dans laquelle se trouve un être humain qui est privé des ressources, des moyens, des choix et du pouvoir nécessaire pour acquérir et maintenir son autonomie économique ou pour favoriser son intégration et sa participation à la société » (Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, 2002), il importe de voir que cette condition se définit non pas en elle-même mais bien par rapport à des seuils de revenu qui fluctuent et des normes sociales. Les critères qui déterminent qui est en situation de pauvreté demeurent relatifs, voire même de l'ordre du construit social. Au-delà du faible revenu, « ce n'est qu'à partir du moment où ils sont assistés – ou peut-être dès que leur situation globale aurait dû exiger assistance, bien qu'elle n'ait pas encore été donnée – qu'ils deviennent membres d'un groupe caractérisé par la pauvreté. Ce groupe ne demeure pas uni par l'interaction de ses membres, mais par l'attitude collective que la société, en tant que tout, adopte à son égard » (Simmel in Paugam, 2013). Pour comprendre la complexité de la pauvreté, on ne peut ainsi faire abstraction des mécanismes de maintien des inégalités sociales, des atteintes aux droits économiques, sociaux et culturels, de l'exclusion aux processus de production, de consommation ou de participation au pouvoir politique ainsi que de la marginalisation et de la stigmatisation.

On peut ainsi penser que le rapport à la pauvreté, ses figures et ses visages prendront une teneur particulière en milieu rural du fait que ce dernier se singularise par des attributs socioculturels (petites communautés, sociétés d'interconnaissance, mixité socioéconomique et culturelle, expression identitaire parfois marquée), géographiques (faible densité de population - 10 000 personnes et moins, grande dispersion, distances) ainsi qu'économiques (participation majeure au secteur primaire – bois, pêche et agriculture, modestie des équipements collectifs, de l'offre de services, de l'achalandage, nombre plus restreint de ressources, de moyens et de choix).

De même, dans ce numéro, nous souhaitons être amenés à réfléchir et à affiner des connaissances portant sur les pratiques d'intervention sociale visant à éliminer, réduire ou pallier à ces situations de pauvreté en milieu rural. L'intervention sociale est ici définie comme « une action individuelle, familiale, de groupe ou collective, menée par des acteurs des réseaux publics et communautaires visant à minimiser ou éradiquer les conditions sociales indésirables et à maximiser les conditions idéales au bien-être et à la dignité » (Gaudreau *et al.*, 2015 : 4). Les (rares) études portant sur les pratiques d'intervention sociale en milieu rural dans les pays développés, présentent peu leurs effets concrets ainsi que la perception des personnes qui les vivent. Des études américaines et australiennes nous révèlent que ces pratiques d'intervention recouvrent des réalités particulières en raison de la couverture de vastes territoires, la présence de petites communautés et des formes d'expression identitaires (tels Collier, 2006; Mackie, 2012; Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec, 2013; Riebschleger, 2005). Des études réalisées en France (telle Lyet *et al.*, 2010) soulignent une variété de configurations locales et l'importance de lutter contre l'isolement. Des travaux complémentaires réalisés auprès de professionnels (Pagès, 2013), montrent par ailleurs que les actions conduites sembleraient être orientées principalement aux deux extrémités du parcours des âges (en direction des aîné.e.s et en direction des plus jeunes) et soulignent un moindre engagement en direction des plus démunis et des besoins non satisfaits.

D'une manière générale, des observateurs soulignent un moindre accès aux services sociaux en raison de problèmes de mobilité ou de la présence d'organismes peu diversifiés et peu spécialisés. Ils constatent la multitude de rôles tenus par les intervenant.e.s, en présence de ressources financières, humaines et matérielles souvent réduites. L'accompagnement réalisé, vu la caractéristique d'interconnaissances des milieux ruraux, butte également sur des enjeux éthiques liés à l'exposition de la vie privée ainsi qu'au maintien de l'anonymat et de la confidentialité.

L'intervention sociale y est néanmoins aussi source de créativité et repose parfois sur des pratiques innovantes ancrées dans des dynamiques locales. En Amérique du Nord, des observateurs soulignent l'existence d'expériences communautaires de qualité, la proximité avec les systèmes familiaux et des sentiments d'appartenance (Lonne et Cheers, 2004; Mackie, 2012). Au Québec, des initiatives ont été portées par des professionnels - travailleurs de rang, téléservices, stratégies de réseautage - et le milieu rural québécois a été (et demeure encore aujourd'hui) le terreau de mobilisations collectives visant à lutter contre la dévitalisation du territoire et l'appauvrissement des populations comme les Opérations Dignité ou le mouvement "Touche pas à mes régions".

QUESTIONS SOULEVÉES

Dans le cadre de ce dossier thématique, nous souhaitons créer un espace de réflexion en nous appuyant sur des perspectives disciplinaires variées, des savoirs pratiques et des expertises de vie (Gélineau *et al.*, 2012). Nous souhaitons particulièrement explorer des questions permettant de mieux comprendre les enjeux et défis liés :

Au contexte : Quels sens donner au concept de « ruralité » dans la perspective de penser les inégalités sociales, la pauvreté ainsi que les pratiques d'intervention sociale ? Comment les lois, les politiques, les plans d'action et les programmes façonnent-ils les territoires ruraux, accentuent-ils ou non les inégalités socioéconomiques et représentent-ils des leviers ou des freins en matière de lutte à la pauvreté ? Comment les restructurations des lieux décisionnels et de gestion des dépenses publiques, liées notamment au contexte d'austérité et politiques néolibérales, touchent-elles les milieux ruraux et leurs capacités à relever les défis en matière de lutte à la pauvreté et de réduction des inégalités sociales ?

À la pauvreté en milieu rural : Comment la pauvreté est-elle nommée et reconnue en milieu rural ? En quoi y est-elle façonnée par les grandes forces sociales contemporaines: la transformation des économies ressources (agriculture, bois, pêche), la percée des nouvelles technologies de l'information, la mobilité des populations, la montée des luttes environnementales, la montée des politiques néolibérales ? Comment s'y manifestent la nature, les raisons d'être et les conséquences des privations ? En quoi y vivre, lorsqu'en situation de pauvreté, se joue-t-il sur des modes qui diffèrent de ceux des milieux urbains et en quoi révèlent-ils d'autres rapports, freins et leviers à l'intégration et à la participation, au vivre ensemble ? Vivre en milieu rural est-il d'office accepter une certaine inégalité des places dûe à un accès plus restreint aux ressources, moyens ou choix ? À quelles conditions les personnes se trouvent-elles, en milieu rural, associées à la pauvreté et quels en sont les divers visages et figures, notamment celui des premières nations ? Comment s'y déploient les solidarités (privées, familiales, communautaires et collectives) ? Comment s'y expriment les préjugés et la stigmatisation ? Comment la pauvreté s'y conjugue-t-elle à des problématiques telles la maladie physique et les problèmes de santé mentale, le vieillissement, le handicap ? Et qu'en est-il des communautés dévitalisées ?

Aux pratiques d'intervention sociale en matière de pauvreté en milieu rural : Sur quoi l'intervention sociale, en milieu rural, portant sur les enjeux de la pauvreté, pose-t-elle son regard ? Constitue-t-elle un champ distinct de pratique ? Quels en sont les acteurs, les défis et les enjeux ? Comment s'y déclinent les pratiques individuelles et collectives ? Quel espace y occupe le champ du communautaire et quelle en est la nature ? Comment s'y actualise la participation citoyenne des personnes en situation de pauvreté, voire des communautés dévitalisées ? Quelles voix veulent-elles ou peuvent-elles faire entendre et auprès de qui ? La lutte à la pauvreté y prend quels visages ? Etc.

Cet appel est une initiative du Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural regroupant des praticien.ne.s, expert.e.s du vécu et chercheur.e.s de l'Université du Québec à Rimouski, de l'Université Laval et de l'INSPQ. Des contributions émanant de chercheur.e.s de l'ensemble de l'espace francophone seront particulièrement appréciées en vue d'apporter des éclairages provenant de l'Amérique du Nord, de pays européens ou d'ailleurs, présentant des points de vue diversifiés afin de favoriser un dialogue scientifique.

CONSIDÉRATIONS TECHNIQUES

Un **résumé** de l'article devra d'abord être transmis **aux responsables de dossier** d'ici le **1^{er} octobre 2016**.

Les **articles** seront attendus avant le **15 décembre 2016 au secrétariat** de la revue *Nouvelles pratiques sociales* (nps@uqam.ca) en vue d'une parution **au printemps 2017**.

Nous vous invitons à consulter le Guide de présentation des articles sur le site web de la revue afin de prendre connaissance des normes de présentation, notamment pour la longueur des articles (35 000 caractères, espaces compris) et les règles bibliographiques. Repéré à <https://nps.uqam.ca/contribution/guide-de-presentacion.html>

Pour toutes questions relatives à cet appel, veuillez communiquer avec les responsables de dossier :

Lucie Gélinau

Professeure, UQAR
418.833.8800, poste 3377
lucie_gelineau@uqar.ca

Lorraine Gaudreau

Professeure, UQAR
418.833.8800, poste 3320
lorraine_gaudreau@uqar.ca

Jean-Yves Desgagnés

Professeur, UQAR
418.833.8800, poste 3327
jean-yves_desgagnés@uqar.ca

Alexandre Pagès

Maître de Conférences
Université de Franche-Comté (France)
alexandre.pages@univ-fcomte.fr

Bibliographie

- Collier, K. (2006). *Social work with rural peoples*. : New Star Books.
- Desgagnés, J.-Y. (déposé). *La pauvreté au masculin: de l'autoréalisation de soi à la "vie nue"*. Université Laval, Québec. Ph.D.
- Gaudreau, L., Desgagnés, J.-Y., Dupéré, S., Vézeau, C., Garant, S., Turgeon, M., Lambert, É. et Guérard, H. (2015). *Populations marginalisées et intervention sociale en contexte de ruralité*. Lévis : UQAR et GRAP Lotbinière.
- Gélineau, L., Dufour, É. et Bélisle, M. (2012). Quand recherche-action participative et pratiques AVEC se conjuguent : enjeux de définition et d'équilibre des savoirs. *Revue de l'ARQ*(no spécial).
- Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2002).
- Lonne, B. et Cheers, B. (2004). Practitioners Speak. Balanced Account of Rural Practice, Recruitment and Retention. *Rural Social Work*, 9, 244-254. *Social Services Abstracts*.
- Lyet, P., Lambert, G. et Valle, M. (2010). De la fragilité à la réclusion et de l'assistance au développement territorial. Diversité et territorialité de la pauvreté et de l'exclusion et des réponses sociales en milieu rural en Bourgogne. *Pensée plurielle*, 25(3), 9-25.
- Mackie, P.F.-E. (2012). Social Work in a Very Rural Place: A Study of Practitioners in the Upper Peninsula of Michigan. *Contemporary Rural Social Work*, 4, 63.
- Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec. (2013). Ruralité versus urbanité. Impacts sur la pratique professionnelle. *Bulletin de l'ordre*, 120.
- Pagès, A. (2004, 2011). *La pauvreté en milieu rural*. Toulouse : Presses universitaires du Mirail.
- Pagès, A. (2013). Des figures de pauvreté aux formes d'accompagnement du vieillir en milieu agricole et rural. *Gerontologie et Société*, 146(3), 57-72.
- Paugam, s. (2013). *La disqualification sociale*. (5e éd.). Paris : PUF.
- Plazy, V. (dir.). (1996). *Agir avec les plus défavorisés*. Lyon : Mission régionale d'information sur l'exclusion Rhône-Alpes.
- Riebschleger, J. (2005). Social Workers' Suggestions for Effective Rural Practice. *FAMILIES IN SOCIETY: The Journal of Contemporary Social Services*, 88(2), 203-213.
- Roy, P. (2013). Travail social rural au Québec. Qu'attendent nos universités pour s'ouvrir à la vie en-dehors des villes? *Bulletin de l'OTSTCFQ*(120), 6-7.